

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
rue Pierre Bonnard  
CS87564  
64000 Pau

Pau, le 31/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **NOVEAL SA**

Plate Forme SOBEGI  
BP 5  
64150 Mourenx

Références : DREAL/2026D/19  
Code AIOT : 0005202716

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement NOVEAL SA implanté Plate Forme SOBEGI BP 5 64150 Mourenx. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection porte sur l'étude des produits de décomposition en cas d'incendie, que l'exploitant a transmise en juillet 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NOVEAL SA
- Plate Forme SOBEGI BP 5 64150 Mourenx

- Code AIOT : 0005202716
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Filiale du groupe L'Oréal, la société NOVEAL fabrique sur son site de Mourenx entre 4000 et 5000 tonnes de produits de base pour la cosmétique, dont la gamme se compose d'une quarantaine de références. Le site comprend deux unités de production UP1 et UP2 et plusieurs zones ou bâtiments de stockage.

Le site de Mourenx compte environ 150 personnes.

Compte tenu de ses capacités de stockage et de production, l'établissement de Mourenx est classé Seveso Seuil haut par dépassement du seuil de 200 t pour la rubrique 4510.1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Par ailleurs, le site est classé IED pour la fabrication de substances chimiques.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- Plans d'urgence

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réalisation d'exercice POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L’inspection a permis de vérifier la méthodologie utilisée pour la réalisation de l’étude sur les produits de décomposition en cas d’incendie, transmise en juillet 2025.

NOVEAL participe à une démarche collective avec les autres exploitants de la plateforme de Mourenx, pilotée par SOBEGI, pour définir la stratégie de prélèvements environnementaux. Cette démarche commune doit aboutir à l'intégration des éléments au POI tronc commun d'ici février 2026, et à la mise en place des contrats de prestation de prélèvements environnementaux avec un prestataire extérieur.

L’inspection demande que l'exploitant finalise la démarche et transmette avant le 31 mars 2026 :

- une version actualisée du POI incluant les produits de décomposition et les milieux associés ;
- une version actualisée du POI tronc commun (POI incluant les dispositions mutualisées entre les exploitants de la plateforme de Mourenx) ;
- les éléments justifiant d'un contrat avec un prestataire externe pour les prélèvements environnementaux, les éléments justifiant de l'utilisation de personnels compétents ou d'organismes habilités pour réaliser les prélèvements environnementaux.

Une visite de terrain a été réalisée au Poste de Commandement Exploitant (PCEx) en lien avec les exigences du Plan d’Opération Interne (POI). La visite vise à s’assurer que le PCEx est opérationnel en permanence, sécurisé, et doté des moyens de communication et des documents nécessaires (fiches réflexes, plans, contacts secours, etc.). Cette visite ne donne lieu à aucun constat.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l’environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  Code de l’environnement R. 515-100 « Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »
<b>Constats :</b>  Le dernier plan d’opération interne en vigueur est la révision 8 du POI, en date de décembre 2022. Dans le cadre de cette révision, l’exploitant a revu l’ensemble des fiches, et intégré les divers Porter à Connaissance traités depuis la révision 7.  Une mise à jour partielle du POI a été réalisée en 2024 et 2025 : l’exploitant a mis à jour son plan de défense incendie en septembre 2024 et a transmis le 30 juillet 2025 l’étude des produits de décomposition émis en cas d’incendie, daté de juin 2025.

Les exploitants de la plateforme de Mourenx se sont organisés pour définir des stratégies de prélèvements environnementaux mutualisées, avec une intégration des éléments au POI tronc commun d'ici février 2026. L'exploitant doit finaliser la révision du POI après l'aboutissement de la démarche sur les prélèvements environnementaux.

L'inspection demande à l'exploitant de finaliser la révision du POI avant le 31 mars 2026.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant finalise la révision du POI avant le 31 mars 2026.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Réalisation d'exercice POI**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires

**Prescription contrôlée :**

Code de l'environnement

R. 515-100

« Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »

**Constats :**

Des exercices annuels sont organisés en coordination avec SOBEGI, gestionnaire de la plateforme de Mourenx.

Les exercices POI des trois dernières années se sont déroulés aux dates suivantes :

- 9 mars 2023
- 9 avril 2024
- 8 avril 2025

Le rapport de l'exercice POI du 8 avril 2025 a été transmis en amont de l'inspection.

La section 4 du rapport recense les moyens d'extinction mobilisés lors de l'exercice. Le rapport indique un débit unitaire des canons rideaux d'eau de 2000 l/min, soit 120 m<sup>3</sup>/h, alors que le plan de défense incendie fait référence à un débit unitaire des canons de 60 m<sup>3</sup>/h. L'inspection rappelle la nécessité d'une mise en cohérence des données, notamment via des fiches d'intervention à l'intention du SIS (déjà demandé au point de contrôle n°9 de l'inspection du 02 octobre 2025). Hormis cette incohérence, le rapport de l'exercice POI n'appelle pas d'autres

observations.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection rappelle qu'une réponse est attendue de la part de l'exploitant concernant le point de contrôle n°9 de l'inspection du 02 octobre 2025 sur les fiches d'intervention à l'intention du SIS.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :  - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :  - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] »
<b>Constats :</b>  La révision 8 du POI intègre les exigences de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2020 et répond aux objectifs de l'instruction du Gouvernement du 12 août 2014 sur les prélèvements et mesures atmosphériques en cas d'incident industriel. Le plan de prélèvement atmosphérique est intégré au POI en annexe 4, et se limite pour l'instant à l'analyse d'HCl, issu de la dégradation de l'épichlorhydrine. L'épichlorhydrine n'est d'ailleurs plus utilisée sur le site.  L'exploitant participe à une démarche de groupe de travail collectif pour prendre en compte les dispositions visant à ajouter les produits de décomposition en cas d'incendie et la totalité des compartiments environnementaux aux prélèvements environnementaux. Cette démarche s'appuie sur le guide « DT 126 - Guide professionnel à l'usage des industriels de la chimie et du pétrole sur les produits de décomposition en cas d'incendie » (juin 2023).  Le 30 juillet 2025, l'exploitant a transmis l'étude des produits de décomposition émis en cas d'incendie, daté de juin 2025. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté sa méthodologie, basée sur une approche majorante du fait de la fabrication par batch : l'exploitant a considéré comme hypothèse la présence simultanée de toutes les références fabriquées, il a caractérisé les substances de décomposition rejetées en cas d'incendie majeur par zone, puis les a hiérarchisées en fonctions des quantités de matière en jeu, pour finalement conclure à une liste de produits de décomposition, valable pour les 26 scénarios d'incendie du site. Le groupe de travail est maintenant en cours d'identification des compartiments associés avec les différents produits de décomposition. Le travail n'est pas achevé, mais il est attendu que les

compartiments air, eau et retombées de surfaces soient concernés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet une version actualisée de son POI actualisant la liste des substances à rechercher en cas d'incendie et les milieux associés avant le 31 mars 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Stratégie de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :  - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;  [...]  L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux.[...]
<b>Constats :</b>  Dans le cadre du POI tronc commun, la plateforme de Mourenx dispose de matériels mutualisés de premier prélèvement qui sont mis en œuvre si nécessaire par le SIS. (10 canisters de 6 litres, 40 sacs Tedlar de 3 litres et 2 valises caisse-poumon) L'exploitant a renouvelé le contrat pour les prélèvements environnementaux en cas de situation accidentelle, en date du 21/08/2024 avec un prestataire extérieur (Socotec Environnement). Ce contrat permet de disposer d'une stratégie de prélèvement pour l'HCL dans l'air. Le contrat prévoit une astreinte permanente pour intervenir en cas d'incident et des prestations déclenchables en cas d'exercice ou de campagne effective. Le contrat en place permet des prestations optionnelles sur d'autres substances et compartiments environnementaux (sols et eaux). Dans la cadre de la démarche commune avec la plateforme de Mourenx, un nouveau contrat est en cours de négociation pour intégrer les produits de décompositions en cas d'incendie. L'exploitant signera un contrat pour prélèvements environnementaux en incluant les produits de

décomposition émis en cas d'incendie pour les compartiments identifiés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Avant le 31 mars 2026, l'exploitant transmet une version actualisée de son POI et du POI tronc commun, justifiant des dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux. Dans le cas où la prestation de prélèvement est externalisée, l'exploitant fournit le contrat justifiant de la mise en place de cette prestation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Personnels compétents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul> L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées;
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le certificat de la société Socotec Environnement, concernant le «Service Sites et Sols pollués» pour le domaine «études, assistance et contrôle» délivrés par le Laboratoire National de Métrologie et d'Essais en date du 18 février 2025, et valable jusqu'au 06 avril 2030.  Le certificat est valable pour l'établissement principal et 9 autres établissements, mais n'inclut pas l'établissement SOCOTEC de Mérignac, établissement avec lequel le contrat actuel est en place.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>



Avant le 31 mars 2026, l'exploitant transmet les éléments justifiant de l'utilisation de personnels compétents ou organismes habilités pour réaliser les premiers prélèvements environnementaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Liste des produits de décomposition**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Produits de décomposition
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme précisé au point de contrôle n° 1, l'exploitant a transmis le 30 juillet 2025 l'étude des produits de décomposition émis en cas d'incendie, daté de juin 2025. Ce document n'appelle aucune remarque.</p> <p>Comme mentionné au point de contrôle n° 3, une démarche globale des industriels de la plateforme industrielles de Mourenx, sous pilotage de SOBEGI a été engagée à laquelle participe NOVEAL afin de répondre aux obligations réglementaires contrôlées au présent point de contrôle. Au terme de cette démarche, le plan d'opération interne est mis à jour.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit finaliser la révision du POI avant le 31 mars 2026.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois